

# LA FIN de 40 ans d'illusions

## Shmuel Trigano

---

Professeur des Universités,

auteur de *L'ébranlement d'Israël*,

*Philosophie de l'histoire juive*,

Le Seuil (2002).

**L**a récente guerre du Liban constitue sans conteste un tournant dans la crise séculaire du Proche-Orient. On aura tout d'abord remarqué sa nouveauté technico-militaire : une guerre lancée par une milice enterrée dans des bunkers très développés, sortant à heure fixe de ses caches pour actionner des lance-roquettes positionnés dans des lieux très urbanisés, pour rentrer à nouveaux dans ses abris, cette opération faite. Deux conditions doivent être réunies pour qu'une telle tactique soit mise en œuvre : bénéficier de la complicité ou de la tolérance (forcée ou volontaire) de l'Etat dans lequel ce système se constitue et de l'aide d'une puissance étrangère qui puisse imposer par la menace une telle atteinte à sa souveraineté. Le Hezbollah n'a pu ainsi conduire une telle guerre qu'à la condition de ne pas en assumer la responsabilité, lourde à payer pour un Etat régulier. Peu lui importe, en effet, le pays qu'il parasite et ses habitants (dont une part importante se reconnaît en lui, là est la clef de sa situation) : il est au service d'une puissance étrangère. Sa stratégie nihiliste est de fait confortée par une idéologie de type fasciste (« Viva la muerte ! ») la plus classique, si ce n'est sa tonalité islamique. « Nous aimons la mort plus que vous n'aimez la vie », tel est le motto même de Nasrallah (tout comme du Hamas). L'agression du Hezbollah annonce par ailleurs objectivement l'entrée en guerre de l'Iran, puissance atomique, et de sa marionnette syrienne, augurant d'une gravissime future guerre.

Ce tournant a trouvé Israël fort dépourvu. Il ressort de cette guerre, ou plutôt de sa première bataille, en voyant son pouvoir de dissuasion extrêmement amoindri. Les conditions qui se mettent en place sur le terrain ne le favoriseront pas. La présence d'une force d'intervention de l'ONU, la FINUL, qui ne désarmera pas le Hezbollah, s'opposera à toute action et réaction d'Israël, le réduisant à la paralysie ou à de vastes complications internationales. Elle ne servira qu'à protéger objectivement le Hezbollah mais sa présence ne pourra qu'internationaliser le conflit à la façon de la guerre au Kosovo, ce qui est la pire des éventualités pour Israël car il n'y a aucun doute que l'Europe, déjà hostile, et l'ONU, radicalement hostile, se retourneront contre lui.

Ce qui m'intéresse ici c'est la défaillance inédite du pouvoir israélien, aussi bien politique que militaire. C'est le fait le plus grave de cette guerre. Le gouvernement de Ehud Olmert a développé un art consommé dans la recherche de l'échec sur le plan militaire autant que civil, car le front intérieur s'est vu, au grand dam des Israéliens du Nord, abandonné par les services de l'Etat durant un mois, sans parler de la masse des réservistes pour qui l'intendance n'a pas suivi. Cette défaillance considérable dans un climat politique où le chef du gouvernement, deux de ses ministres, le président de l'Etat sont poursuivis par la justice pour des affaires de prévarication ou de mœurs, contraste avec la santé de la plus grande partie du public israélien, des réservistes qui ont répondu en masse, prêts à supporter le siège ou à faire face. Le gouvernement Olmert et Kadima ne furent pas au rendez vous avec leur peuple. Que s'est-il passé pour arriver à un tel gâchis ?

### Une vision stratégique défaillante

C'est en fait la stratégie du pouvoir israélien depuis 40 ans qui s'effondre avec fracas en révélant la caducité d'une élite qui a perdu le contact avec le principe de réalité. Il n'y a rien de pire pour les individus comme pour les sociétés : incapables de s'ajuster au réel, celui-ci les dévore et les engloutit. Dans toute vision stratégique des choses, deux conditions sont requises : une juste définition de soi et des autres, c'est-à-dire de l'espace humain et concret dans lequel on se déplace, une définition qui se doit d'être objective et pénurique, c'est à dire sans aucune générosité : le réel ne dépend ni de nos aspirations, ni de nos valeurs. Mais pour les faire triompher nous devons en assumer la règle. Voyez Freud.

Or c'est bien de cela qu'il est question. L'élite dominante en Israël (comme dans le monde juif) « a tout faux ». Elle ne peut que conduire sa barque d'écueil en écueil, sinon lâcher le gouvernail dans l'égarement. 40 années d'illusions assénées avec conviction sombrent ici lamentablement.

C'est une chance que cette crise soit restée limitée et qu'elle puisse servir d'alarme. L'alerte vaut aussi pour le monde occidental qui peut entrevoir dans la défaillance d'Israël ce qui l'attend dans sa confrontation à venir avec le Djihad mondial en cours. La guerre du Liban est un test pour l'Europe.

L'erreur dans l'analyse stratégique qui nous préoccupe concerne la définition de la situation, en l'occurrence l'identification de l'ennemi. Il est dûr à l'individualisme démocratique contemporain d'accepter l'idée que l'on peut, à son corps défendant, avoir des ennemis qui vous choisissent comme cible. Jusqu'en 1967, et jusqu'à la guerre du Kippour les choses étaient extrêmement claires pour Israël: le monde arabe avait pour projet, réitéré à travers guerres et actes terroristes, de le détruire. Sa victoire contre la guerre d'agression et d'extermination de 1967 a brouillé les cartes. La posture arabe restait la même malgré la défaite: les fameux « Trois non de Khartoum »<sup>1</sup> parlent d'eux-mêmes. Mais, la soudaine accalmie de la tension sécuritaire d'Israël a ouvert la voie à toutes sortes de dérapages de l'opinion israélienne, source d'illusions et de représentations utopiques.

Le plus grand dérapage me semble avoir été le sentiment de suffisance découlant de la victoire. Rien n'est pire pour obscurcir la vue et encourager la mégalomanie. De ce point de vue la victoire très difficile de la guerre du Kippour révéla, pour la première fois crûment, l'ampleur de la défaillance découlant de cette suffisance (conduisant à la démission de Golda Meïr). Mais cette suffisance ne gâta pas seulement le pouvoir. La culture politique israélienne fut touchée et gagnée par une dérive, avec la naissance d'un double messianisme, pacifiste et apocalyptique.

## **Le messianisme de la paix <sup>2</sup>**

Quoique s'opposant formellement à cette suffisance dans l'ordre du pouvoir, le pacifisme s'y abreuvait paradoxalement en surestimant la puissance d'Israël, défini comme le maître du jeu malgré la réalité environnante d'un pays de 4 millions d'individus confronté à 100 millions d'Arabes et à une multitude d'Etats en guerre contre lui ! Le sentiment de suffisance ici fit perdre conscience aux pacifistes des proportions de la réalité. Ils se construisirent un mythe, à la mégalomanie inversée. La cause du conflit fut substituée : ce n'était plus le refus arabe d'Israël mais l'occupation de territoires, devenus soudains « palestiniens » (alors que le partage de la Palestine avait déjà eu lieu et qu'à côté d'un Etat israélien un Etat palestinien était né, la Jordanie, qui avait annexé dans la guerre de 1948, ce qui était alors devenu comme par enchantement la « Cisjordanie »). Un vocabulaire délirant fut créé, calqué sur celui du colonialisme et du nazisme : on parla d'occupation

coloniale (mais cette colonisation était à la frontière d'Israël dont la « métropole » Jérusalem était une quasi enclave au sein de la Cisjordanie, une seule route la rattachant au corps du pays), on parla des « Territoires » (en pensant au Drang Nach Osten des Nazis) et du « Grand Israël » (en pensant au Grand Reich). Cette terminologie concerne pourtant un territoire qui, du Jourdain à la frontière d'Israël, fait une cinquantaine de kilomètres. 50 kms. 50 kms. 50 kms. On parla de « colons » (mais ces derniers n'occupent que des collines désertiques et ne vivent pas de l'exploitation d'une population locale)...

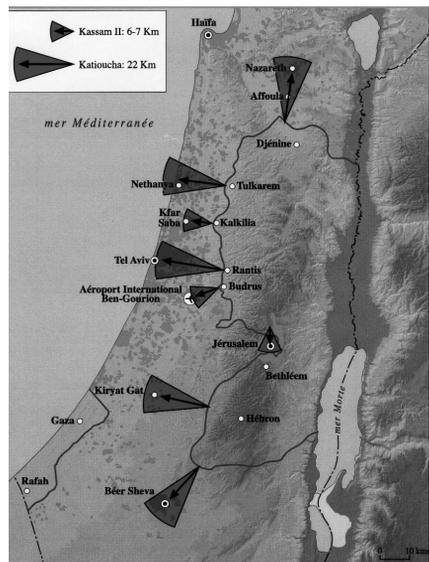
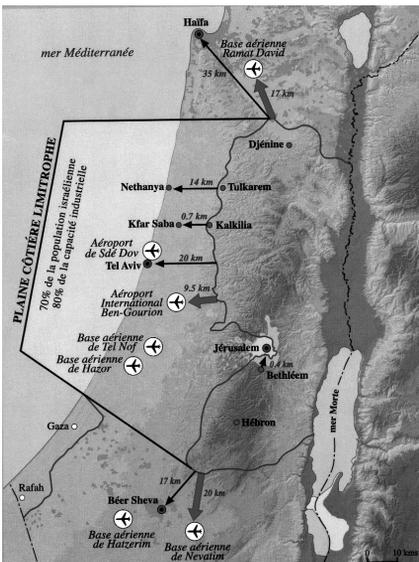
Cette définition erronée de la situation bouleversa la conscience nationale d'Israël. L'ennemi devenait désormais intérieur : les « colons », les « religieux », l'« extrême-droite », etc, face à ce que Shimon Peres appela, avec une terminologie classiquement stalinienne, le « camp de la paix », en l'identifiant aux « Israéliens » contre « les Juifs », selon une remarque scandaleuse qu'il fit au sortir d'un échec électoral. Autant le « camp national » a-t-il été haï et vilipendé sur la scène internationale par les militants pacifistes, autant les Palestiniens ont-ils été chéris et exaltés par eux, objets de toutes les attentions. La paix avec les Palestiniens devint l'objectif d'une guerre civile en pointillés qui fut menée à fleurets mouchetés parfois, ouvertement souvent. L'enjeu ne concernait pas seulement une question de politique étrangère mais la définition de l'identité d'Israël comme sujet collectif.

Cette guerre intérieure interdit tout débat serein sur les choix stratégiques car le courant pacifiste était hégémonique dans les médias et parmi les élites. Toute opinion contraire se vit stigmatisée de l'infamie du fascisme. L'assassinat d'Itzhak Rabin jeta un discrédit définitif sur les critiques du pacifisme. Celui-ci put surenchériser dans son assurance, pris d'une ivresse quasi hypnotique : il crût pouvoir faire la paix sans se confronter au projet d'extermination des ennemis d'Israël ni à la division de la société israélienne. Il négligea tous les signes contraires venant de ses « partenaires de paix », témoignant d'un mépris quasi « colonial » envers le monde arabe, réputé parler beaucoup, pour sa « consommation intérieure », et ne rien faire. L'histoire a néanmoins montré que les Arabes, et en premier lieu les Palestiniens, ont fait exactement ce qu'ils ont dit. Le respect des intentions déclarées de l'adversaire est capital dans une analyse stratégique. Le pacifisme israélien s'est ainsi construit un ennemi idéal avec qui il a voulu faire la paix et il découvre avec horreur, depuis la deuxième intifada, qu'il n'est pas – et massivement comme les sondages le montrent – celui qu'il croyait. L'illusion collective avait jusqu'alors totalement recouvert le réel.

Les accords d'Oslo furent le sommet de cette illusion catastrophique. On a suffisamment démontré l'intention guerrière d'Ararat exprimée le jour même de la signature à la télévision jordannienne<sup>3</sup>. Israël n'a pas voulu

entendre. A un ennemi défait et chassé en Tunisie par la première guerre du Liban, il a offert des territoires situés en son cœur même, des armes<sup>4</sup>, la légitimité internationale, contre une seule chose : la promesse qu'il le reconnaisse ! Ce comportement suicidaire fut cependant encensé par le monde entier, par des États qui jamais n'auraient agi ainsi. L'affaire est unique dans les annales de l'histoire diplomatique. Oslo eut pour conséquence de rapprocher la guerre permanente des villes et des régions d'Israël jusqu'alors hermétiquement protégées. Oslo donna l'estocade finale à l'unité de l'opinion israélienne confrontée à la menace de mort permanente.

Toute une armée d'associations, de militants, de personnalités contribuèrent à accréditer l'idée qu'Israël était responsable de la guerre, qu'il devait cesser d'être une armée d'occupation et qu'il fallait créer un troisième Etat dans le territoire de la Palestine mandataire. Qui connaît la réalité géo-stratégique des territoires en question comprend très vite qu'un tel Etat n'est pas viable (coupé en deux, sur des territoires ridiculement exigus, sans ressources naturelles et avec une population animée d'un profond ressentiment national et religieux). Il ne peut que devenir un brûlot irrédentiste et déstabilisateur pour la région car la Jordanie, qui est la vraie Palestine quoique sous un régime hashémite non ethniquement palestinien, sera sa deuxième cible.



Extrait de la brochure du Jerusalem Center for Public Affairs, *Des frontières défendables pour la paix et la sécurité*, Avant-propos de Freddy Eytan, © Jerusalem Center.

## L'apocalyptisme pionnériste

On ne peut rendre compte des dérapages du « camp de la paix » en négligeant ceux du « camp national ». Ils relevaient d'un genre tout à fait différent. Ce qui avait commencé comme une démarche pionnériste dans la tradition de la fondation du kibboutz et sous l'égide des gouvernements travaillistes (car la gauche israélienne fut la première à développer des implantations) devait finir sous la forme d'un mouvement apocalyptique, dans les habits du Bloc de la foi. La grande différence entre les deux courants messianistes tient à l'objet de leur souci : pour les premiers, les Palestiniens, pour les seconds, la Terre sainte et la réalisation de la promesse divine. C'est ce qui explique pourquoi ces derniers s'exposèrent à moins d'erreurs d'appréciation sur le long terme quant à une stratégie dont le principe de réalité permanent est le refus palestinien d'Israël et pas seulement l'occupation de la Cisjordanie. Par contre, leur perspective apocalyptique brouilla tout examen de l'importance stratégique des territoires. Leur mythification fit écran à leur réalité, alors que c'est ce qui compte du point de vue stratégique.

Le discours tenu par ses militants faisait fi non seulement des Palestiniens mais encore du reste de la société israélienne et de son opinion. L'idée de la fin des temps, la divinisation de la Terre, voire même de l'Etat, détruisirent l'argument stratégique de la présence d'Israël dans les Territoires de Judée-Samarie et s'aliéna une partie de la société israélienne, la part la plus puissante. Les Israéliens des Territoires s'enfermèrent dans un solipsisme aussi hypnotique que celui de leurs vis à vis et tournèrent le dos au réel. La plus pathétique démonstration de ce travers fut donnée par leur élite rabbinique qui, au moment du retrait de Gaza, affirma qu'il ne se produirait pas car la volonté divine s'y opposerait. Elle donnait à voir la médiocrité de son leadership et sa défaillance politique. Les populations juives des Territoires en vinrent à se replier sur elles mêmes pour poursuivre leur rêve. La contestation de la légitimité de l'Etat et la menace du refus de lui obéir agitée lors du retrait de Gaza en furent la principale épreuve. Les Israéliens des Territoires ne franchirent néanmoins pas le pas et en cela, ils démontrèrent, en dernier recours et tragiquement, leur souci pour la souveraineté de l'Etat. Le retrait de Gaza a ainsi donné à voir comment les deux camps étaient prêts à s'affronter en retenant leurs troupes au bord de l'abîme.

Il faut prendre en considération que le camp national ne bénéficia jamais de la puissance de feu du courant pacifiste qui, lui, dominait les élites, les médias, les sphères du pouvoir réel et, sans doute, le sommet de l'échelle sociale. C'est la gauche qui a toujours fait l'opinion en Israël et de ce fait le camp national fut systématiquement le mouton noir du pouvoir dominant,

subissant le verdict du camp de la paix plutôt que le contraire. Deux Israëls eurent tendance à se constituer, comme ce fut souvent le cas dans le passé...

### D'Oslo à Gaza

Oslo fut le point d'orgue de l'implosion de la société israélienne qui, sentant « la paix » proche, se relâcha totalement jusqu'à la décomposition. La vision du « Nouveau Moyen Orient », de Shimon Peres, tant célébrée, restera dans les annales comme le plus gigantesque bluff de cette époque. Il prétendit avec emphase qu'à l'ère de la mondialisation et des missiles les territoires et les frontières n'avaient plus d'importance. Il enjoigna même aux ambassades d'Israël et aux associations caritatives juives de militer et collecter des fonds pour les intérêts de la Palestine et estima qu'Israël devait adhérer dorénavant à la Ligue Arabe pour faire corps avec la région<sup>5</sup>... La deuxième guerre du Liban a totalement infirmé cette utopie : chaque colline et chaque cours d'eau comptent.

Puis très vite, au terme de 10 ans d'illusions, avec la 2<sup>e</sup> Intifada, le véritable projet palestinien – la guerre – apparut dans sa nudité. Israël ne remit pourtant pas en question sa conception stratégique, congénitalement défailante. L'épisode du gouvernement Barak fut la mère des catastrophes, tant dans sa proposition ultime ( toute la Cisjordanie et le partage de Jérusalem), qu'Arafat rejeta, que dans le retrait du Liban. Il donnait tellement tout, tout de suite, à Arafat que celui-ci rejeta tout en bloc. Il sentit en effet le désespoir nihiliste qui animait une telle « diplomatie ». Les choses étant ce qu'elles sont au Proche-Orient, tout esprit de concession est interprété comme un premier signe de défaillance de l'ennemi qu'il faut alors agresser encore plus. Cela a autant à voir avec la culture de ces pays qu'avec leur projet permanent de détruire Israël. Ainsi toute initiative de paix d'Israël, toute concession, toute évacuation ont été toujours systématiquement suivies d'une attaque arabe : après les accords d'Oslo, la première Intifada, après le retrait du Liban, la deuxième Intifada, après le retrait de Gaza les attaques du Hamas à Gaza et la deuxième guerre du Liban. Si le retrait de Judée-Samarie avait eu lieu, une guerre terminale aurait éclaté, conformément au « plan par étapes » de l'O.L.P. que l'organisation terroriste avait adoptée dans les années 1960.

Refusant de reconnaître ses erreurs, le « camp de la paix » en conçut un très vif dépit et, prisonnier de sa culpabilité (Israël est responsable de la guerre) et de ses fausses analyses (l'occupation en est la cause), il ne lui restait plus que la réaction dépressive du repli sur soi (le retrait du Liban, puis de Gaza, puis la construction de la barrière (efficace sécuritairement mais problématique symboliquement), et le projet de se retirer de la Cisjordanie comme s'il avait été meurtri de ne pas être reconnu par son « partenaire de paix » fan-

tasmatique avec lequel il avait tant voulu faire la paix. Comme un enfant gâté, victime de sa mégalomanie, il décrochait alors d'une réalité qu'il ne voulait toujours pas voir en face : la volonté d'extermination d'Israël émergeant du monde arabo-islamique. Celle-ci est désormais définitivement claire avec l'Iran, le Hamas et une majorité de l'opinion palestinienne. La « Palestine occupée », dans l'opinion de ces sociétés, c'est Tel Aviv et Beer Sheva, c'est l'évidence même qui transparait de toutes parts.

Quant au camp national, en renonçant, au moment ultime, à la violence lors de l'expulsion de Gaza, il a démontré que la légalité d'une décision, pourtant issue de manœuvres parlementaires non démocratiques, l'emportait à ses yeux sur sa conviction. Cependant, son sentiment d'isolement et d'aliénation au sein de la société et notamment vis à vis des élites du pouvoir pourrait être gros de développements ultérieurs, passé l'abatement qui l'a frappé. Le désespoir national est source de mauvaises inspirations. La campagne catastrophique de la deuxième guerre du Liban n'a toutefois pas provoqué de phénomènes de désobéissance et de sécession dans ses rangs, ce qui est un autre signe de respect de la légalité, malgré la provocation hallucinante d'Ehud Olmert déclarant, en pleine guerre, que son objectif était toujours le « réaligement », c'est à dire la cession d'une grande partie des territoires de Cisjordanie.

L'unilatéralisme a atteint son sommet avec le retrait de Gaza et la création de Kadima. Le produit immédiat de ce retrait fut, en un très court laps de temps, l'élection du Hamas et les tirs de Kassams sur le sud d'Israël, la provocation du Hezbollah et la menace d'extermination de l'Iran. Le décalage de l'expérience israélienne entre l'époque du retrait de Gaza et un an après, celle de la guerre du Liban est accablant. Il y a un an, c'était le cri de victoire de la presse israélienne (enfin libres de Gaza ! « Fini avec tout ça ! », titrait *Haaretz*) et la proximité d'une guerre civile où des dizaines de milliers de soldats avaient été mobilisés pour déraciner sans violence les 8 000 Israéliens de Gaza. Ce que l'on entendit alors ressemble au lache soulagement de Chamberlain après avoir sacrifié la Tchécoslovaquie. Il faudra un jour étudier l'idéologie mue par ce sentiment qui a hanté tous les médias israéliens qui construisirent l'expulsion de Gaza comme un *reality show*. Aujourd'hui, Gaza est devenu un arsenal de guerre contre Israël et des missiles tombent sur le Negev occidental, jusqu'à Ashkelon, grande ville israélienne. Ici aussi, le front intérieur fut abandonné : les Israéliens « déplacés » habitent encore dans des hôtels, ou des tentes, malgré les assurances du gouvernement Sharon. Quant aux habitants de la ville de Sderot, soumis à une pluie de missiles, pendant des mois, la société israélienne s'accoutuma à leur destin, en minimisant sa gravité. Sderot n'est pourtant pas dans les « territoires » mais à 70 kms de Tel Aviv.

## L'ébranlement de la démocratie

Ce gouvernement Sharon incarna sans doute un tournant. Son bilan est paradoxal. D'un côté, Sharon a incarné la résolution d'Israël à faire face à la guerre d'Oslo et à briser le terrorisme palestinien malgré une atmosphère internationale immensément hostile et source d'un nouvel antisémitisme. Sharon a incarné la résurgence d'un esprit de fermeté et de résistance après le délitement du pouvoir d'Etat sous les Travaillistes. De l'autre, Sharon a paradoxalement annihilé la capacité de résistance d'Israël et de ses plus fermes soutiens, en décidant le retrait de Gaza.

Ici, la faute ne fut pas uniquement stratégique mais aussi politique. En effet, le mensonge à soi-même qui sous-tendait l'analyse stratégique erronée, s'il empêchait de reconnaître le réel, conduisait aussi à étouffer toute opinion contradictoire. Sharon fut gagné par ce syndrome, peut-être parce que la récupération de la respectabilité qu'il avait perdue sur le plan international passait par l'adoption de la posture politiquement correcte. La deuxième détente de ce syndrome toucha le processus démocratique en Israël même, après avoir divisé la société israélienne en deux camps. Comme on l'a vu, le camp de la paix au pouvoir, se sentant incarner la vérité et la morale, se crût autorisé à prendre des libertés avec la règle du contrôle démocratique qu'il prétendit pourtant défendre contre « le fascisme ». Le peuple ou une de ses parties en désaccord était en effet devenu un obstacle à la poursuite de l'illusion et on pouvait craindre son avis. Le camp national estimait, quant à lui, à cette époque, sa légitimité supérieure à la légalité et déclarait son intention de refus d'obéissance à l'Etat. Dans une telle situation, face à un enjeu national, il fallait retourner aux urnes. Cela ne se produisit pas.

La balle était dans le camp du détenteur du pouvoir. Une semblable situation s'était déjà produite avec I. Rabin du temps des accords d'Oslo : ne jouissant que d'une majorité parlementaire d'une voix, il refusa tout référendum ou élections alors que le pays était agité de puissants troubles. Sharon réitéra cette politique. Lui comme Rabin avaient tout simplement renié le programme politique pour lequel ils avaient été élus, ce qui nécessitait leur retour devant les électeurs. La gauche morale, celle qui fait l'opinion en Israël, entérina ce terrible manquement aux valeurs démocratiques, sans aucune vergogne. Des choix stratégiques fondamentaux ont donc été faits depuis Oslo, engageant le destin d'Israël, par le biais de manipulations parlementaires dignes de la IV<sup>e</sup> République dans ses plus mauvais jours. Cela ne fit qu'accentuer la division de la société israélienne, tout occupée à lutter contre l'ennemi intérieur alors que l'ennemi réel l'observait du dehors avec une sagacité ironique. Le monde arabe en tira la conclusion que l'entité sioniste était sur

le point de s'effondrer, ses contingents et ses services secrets désormais occupés à l'intérieur. Mais Sharon fit plus. Non seulement, il manipula le cadre démocratique pour imposer sa volonté mais encore il pulvérisa la scène politique israélienne avec son « big bang ». Désavoué par son propre parti, qu'il avait trahi par son revirement idéologique, il choisit de le détruire et d'attirer à lui, homme de droite, le centre gauche du Parti travailliste pour mener à bien sa politique. Le parti travailliste s'effondra car toute son élite rejoignit les partisans du Likoud qui avaient suivi Sharon, montrant à nouveau que ce qui compte pour la vieille garde des Travaillistes, ce ne sont pas les affaires sociales ni l'économie mais la question palestinienne, pas les couches défavorisées d'Israël mais les Palestiniens.

Le parti Kadima (« En avant »...) fut cependant fondé non pas pour la paix mais pour la défaite, ce qu'est objectivement un repli sans conditions au terme d'une bataille. Le marketing politique de la chose la qualifia du nom de « réalignement » (*Hitkansout* veut dire en fait : auto-repliement), tout comme le retrait de Gaza avait été joliment appelé *Hitnatkout*, auto-coupure. Ce retrait était son seul programme et c'est le rassemblement des débris des anciens partis, en fait les élites sans distinction d'appartenance politique, qui assura à Sharon la majorité au parlement. Ainsi la trahison des électeurs s'étendait à une grande partie des députés qui se livrèrent à ce jeu de chaises musicales. Le big bang pulvérisa la scène politique et idéologique du pays. C'est après le retrait de Gaza que les élections confirmèrent faiblement le pouvoir de Kadima. Ce parti apparaît de plus en plus comme l'ultime manoeuvre des élites pour conserver le pouvoir, indépendamment de toute option idéologique. Le carriérisme l'emporta sur le bien public. Le refus de démission du gouvernement Olmert, aujourd'hui, après son échec et son renoncement au seul programme pour lequel il été porté au pouvoir, perpétue cette manipulation des procédures démocratiques, cette fois-ci pour une fuite en avant des plus dangereuses. La survie des illusions des 40 dernières années, auxquelles s'est totalement identifiée la plus grande partie de l'élite israélienne, n'est possible qu'au prix d'une mise en veilleuse du contrôle démocratique. C'est le moment où l'illusion risque fort de devenir un mensonge d'État.

Sans une révision générale de sa stratégie, sans un examen scrupuleux de ses illusions, sans une acceptation forte de se confronter à la réalité quelle qu'elle soit, des jours difficiles attendent Israël. Outre la guerre à venir, l'Etat fait face à une crise de régime. Nous atteignons un seuil où une autre figure d'Israël pourrait se constituer, augurant d'un *new deal* révolutionnaire. Heureusement l'esprit démocratique et patriotique reste-t-il fort dans les rangs populaires.

## notes

---

1. Du 29 août au 3 septembre 1967, les Etats arabes, réunis en sommet au Soudan, proclament les trois « non » de Khartoum : non à la paix avec Israël, non à la reconnaissance d'Israël, non à toute négociation avec Israël. Le sommet de Khartoum consacre l'émergence de l'OLP et fixe les sommes que doivent lui verser annuellement les pays pétroliers.
2. Cf. Golan Lahat, *La tentation messianique* (héb), Tal Aviv, Am Oved, 2004, voir critique dans *Controverses 1*.
3. Cf. Joël Fishman et Ephraïm Karsh, *La guerre d'Oslo*, Editions de Passy, 2005.
4. Ce que confirme Ziyad Abu Ein, membre du leadership du Fatah : « Sans Oslo, les armes que nous avons obtenues à Oslo, sans les zones « A » de l'Autorité palestinienne, l'entraînement, les camps militaires, la protection fournie par Oslo, la relâche de milliers de prisonniers par Oslo, la résistance palestinienne n'aurait pas pu porter cette grande Intifada palestinienne qui nous a permis de nous confronter avec l'occupation israélienne ». Cf Memri <http://www.memri.org/uploaded/sd1276061.jpg>
5. Pour consulter d'autres jugements aussi « pertinents » de Shimon Peres voir : <http://www.gamla.org.il/english/peres/>

## L'OPINION ISRAÉLIENNE APRÈS LA GUERRE : LA SURVIE D'ISRAËL EN QUESTION

Selon un sondage réalisé par l'Institut Smith pour le *Jerusalem Post* (22 septembre) (les 17 et 18 septembre 2006, sur un échantillon représentatif de 501 personnes avec 4,5% de marge d'erreur).

### SÉCURITÉ

Par rapport à il y a 10 ans :

Israël est moins en sécurité : 66%

Israël est plus en sécurité : 18%

La situation est la même : 19%

(Il y a 10 ans : après l'assassinat de I. Rabin et la vague d'attentats à Jérusalem et Tel Aviv.)

### LA SURVIE

Israël lutte aujourd'hui pour sa survie : 75%

Pas pour sa survie : 23%

(Sur cette question, l'opinion de gauche se divise, tandis que 75% des Arabes israéliens sont d'avis contraire.)

### ISRAEL, UN ENDROIT OÙ IL FAIT BON VIVRE

Le meilleur endroit : 45%

Aussi bien qu'ailleurs : 16%

Pire qu'ailleurs : 27%

### RETRAIT DE GAZA

S'opposeraient aujourd'hui : 55%

Seraient d'accord : 38%

(Il y a un an, 53% étaient pour et 36% contre.)

### CORRUPTION

Israël est plus corrompu que les autres pays occidentaux : 39%

Pas plus : 40%

Moins : 8%

### L'OPINION DES JUIFS SUR LES ARABES ISRAÉLIENS

Ils ne sont pas loyaux envers l'Etat : 78%

Ils sont loyaux : 15%

(Selon un autre sondage effectué par l'Institut Dahaf pour le journal *Yediot Aharonot* du 22 septembre.)

### QUI DOIT DÉMISSIONNER ?

Olmert : 54% pour ; 39% contre

Peretz : 72% pour ; 24% contre

Haloutz : 55% pour ; 36% contre

**SI DES ÉLECTIONS AVAIENT LIEU MAINTENANT :**

Likoud : 2 sièges  
Israël Beitenou : 16  
Kadima : 14  
Travailleurs : 14  
Shas : 11  
Partis arabes : 11  
Union nationale : 6  
Meretz : 5  
Yahadut Hatora : 5  
Retraités : 3  
Indécis : 13

**L'OPINION PALESTINIENNE**

Selon un sondage, effectué le 7 août 2006, par le Near East Consulting de Ramallah, auprès de 1200 Palestiniens de la Rive Ouest, Gaza et Jerusalem (713 réponses).

**L'ÉLIMINATION D'ISRAËL**

Le Hamas ne doit pas changer de politique : 55%  
(dont 29% de chrétiens, et 39% d'adhérents au Fatah.)

**LE TIR DE ROQUETTES CONTRE ISRAËL**

Soutiennent le Hezbollah : 97%  
(dont 95% des chrétiens).  
Selon sondage du 10 septembre 2006 dans le *Jerusalem Post*.

**TIR DE ROQUETTES DE GAZA**

Soutiennent : 52,5%

**OPÉRATIONS MILITAIRES EN ISRAËL MÊME**

Soutiennent : 61%

Ces résultats confirment un précédent sondage de Mars 2006 (conduit par l'Université Hébraïque et le Center for Policy and Survey Research de Ramallah) pour le *Jerusalem Post*.

**NON À LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT D'ISRAËL**

Soutiennent le Hamas dans cette politique : 60%  
S'opposent : 37%